

TITRE III. — DISPOSITION FINALE

Art. 63. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur le

Signé à Bruxelles, le 6 décembre 2018 en un seul exemplaire rédigé en français et en néerlandais, qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation.

Pour l'Etat fédéral :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur,
K. PEETERS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments,
J. JAMBON

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
T. FRANCKEN

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et du Sport,
Ph. MUYTERS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,
D. GOSUIN

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président de la Communauté germanophone,
O. PAASCH

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,
I. WEYKMANS

TITRE III. — SLOTBEPALING

Art. 63. Dit akkoord wordt afgesloten voor onbepaalde duur en treedt in werking op

Getekend te Brussel, op 6 december 2018, in een enkel oorspronkelijk exemplaar in het Frans en in het Nederlands, dat zal worden neergelegd bij de Centrale Secretarie van het Overlegcomité.

Voor de Federale Staat :

De Vice-eersteminister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel,
K. PEETERS

De Vice-eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der Gebouwen,
J. JAMBON

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
T. FRANCKEN

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
G. BOURGEOIS

De Minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport,
Ph. MUYTERS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,
W. BORSUS

De Viceminister-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitalisering, Werk en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

P.-Y. JEHOLET

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. VERVOORT

De Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Brandbestrijding en Dringende medische hulp,
D. GOSUIN

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap
O. PAASCH

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,
I. WEYKMANS

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/13568]

28 MAI 2019. — Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone modifiant l'accord de coopération du 6 décembre 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution à l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers

RAPPORT AU ROI

Sire,

I. COMMENTAIRE GENERAL**1. Objectif de l'accord**

Suite à la loi spéciale relative à la sixième réforme de l'Etat du 6 janvier 2014 (M.B., 31 janvier 2014), laquelle est entrée en vigueur le

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/13568]

28 MEI 2019. — Samenwerkingskoord tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 6 december 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

I. ALGEMENE COMMENTAAR**1. Doelstelling van het akkoord**

Ingevolge de bijzondere wet met betrekking tot de zesde staatshervorming van 6 januari 2014 (B.S., 31 januari 2014), die in werking trad op 1 juli 2014, zijn de bevoegdheden inzake de tewerkstelling van

1^{er} juillet 2014, les compétences en matière d'occupation des travailleurs étrangers ont été transférées aux entités fédérées. Toutefois, la réglementation relative à l'accès à l'emploi en fonction de la situation de séjour des personnes concernées de même que les normes relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers restent une compétence fédérale.

L'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (ci-après dénommée : « LSRI »), dans ses paragraphes 1^{er} et 3, c) impose à l'Autorité fédérale et aux Régions la conclusion d'un accord de coopération pour la coordination des politiques d'octroi du permis de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi de travailleurs étrangers.

En outre, l'article 92bis, paragraphe 1^{er}, alinéa 3 de la LSRI permet à un accord de coopération, qui a reçu les assentiments requis, de prévoir que sa mise en œuvre sera assurée par des accords d'exécution ayant effet sans qu'un assentiment parlementaire ne soit exigé.

Le 2 février 2018, l'Etat fédéral, les Régions et la Communauté germanophone ont conclu un accord de coopération portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers (ci-après dénommé « l'accord de coopération du 2 février 2018 »). Cet accord transpose partiellement la directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre (ci-après dénommée « la directive 2011/98/UE »). Par ailleurs, il s'applique à toute demande d'autorisation de séjour introduite à des fins de travail pour une période de plus de nonante jours qui nécessite au niveau belge la mise en place d'une procédure de demande unique, en ce compris les demandes introduites sur la base d'autres directives européennes prises dans le domaine de la migration économique. En effet, l'article 1^{er}, paragraphe 2, alinéa 1^{er} de l'accord de coopération du 2 février 2018 dispose que : « Cet accord de coopération est applicable aux directives prises sur base de l'article 79 § 2, a) et b) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne lorsqu'elles établissent les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'occuper un emploi pendant un séjour de plus de nonante jours et qu'elles nécessitent, au niveau belge, la mise en place d'une procédure unique ». L'article 1^{er}, paragraphe 2, alinéa 2 précise, quant à lui, que « Les parties peuvent, par un accord de coopération d'exécution tel que prévu à l'article 92bis § 1^{er} alinéa 3 de la loi spéciale, définir les modalités particulières de la mise en œuvre de cet accord applicables à ces directives ».

Dès lors un accord de coopération a été conclu le 6 décembre 2018 pour déterminer les modalités particulières d'exécution de l'accord de coopération du 2 février 2018.

Le présent accord vise à assurer la sécurité juridique en fixant la date d'entrée en vigueur de l'accord d'exécution du 6 décembre 2018, lequel ne dit rien à ce propos.

Par ailleurs, toutes les mesures législatives nécessaires à l'exécution de cet accord d'exécution et donc à la transposition des directives européennes concernées ne sont pas encore adoptées. Des mesures législatives doivent notamment encore être prises dans le domaine de la migration en ce qui concerne les ressortissants de pays tiers qui souhaitent séjourner en Belgique comme travailleurs dans le cadre d'un transfert intragroupe, comme chercheurs, comme volontaires ou encore comme stagiaires.

Le contexte institutionnel ne permet pas de déterminer le délai dans lequel les mesures qui doivent encore être adoptées aux fins de l'exécution de cet accord et des directives européennes concernées pourront l'être.

Il convient donc de modaliser l'entrée en vigueur de l'accord de coopération d'exécution du 6 décembre 2018, selon la ou les catégories de travailleurs considérées.

buitenlandse werknemers overgedragen aan de deelstaten. De reglementering inzake de toegang tot werk naar gelang van de verblijfssituatie van de betrokken personen en ook de regels inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen blijven evenwel een federale bevoegdheid.

Artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (hierna: "BWHI"), verplicht in zijn paragrafen 1 en 3, c), de Federale Overheid en de Gewesten een samenwerkingsakkoord af te sluiten voor het coördineren van het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten.

Bovendien staat artikel 92bis, paragraaf 1, derde lid, van de BWHI toe dat een samenwerkingsakkoord dat de vereiste instemming heeft gekregen bepaalt dat zijn toepassing wordt gegarandeerd door uitvoeringsbesluiten die uitwerking hebben zonder dat de parlementaire instemming is vereist.

Op 2 februari 2018 hebben de Federale Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap een samenwerkingsakkoord gesloten over het coördineren van het beleid inzake arbeidsvergunningen en het beleid inzake verblijfsvergunningen en inzake de regels betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers (hierna: "samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018"). Dit akkoord is een gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2011/98/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende de gecombineerde aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning voor onderdanen van derde landen om te verblijven en te werken op het grondgebied van een lidstaat, alsmede inzake een gemeenschappelijk pakket rechten voor werknemers uit derde landen die legaal in een lidstaat verblijven (hierna: "richtlijn 2011/98/EU"). Het is overigens van toepassing op alle aanvragen voor een machtiging tot verblijf ingediend met het oog op werk voor een periode van meer dan negentig dagen, die op Belgisch niveau de oprichting van de gecombineerde procedure vereisen met inbegrip van de aanvragen ingediend op grond van andere Europese richtlijnen op het gebied van de economische migratie. Artikel 1, paragraaf 2, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 bepaalt immers: "Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op de richtlijnen die zijn uitgevaardigd op grond van artikel 79, lid 2, a) en b), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, wanneer ze de voorwaarden voor toegang en verblijf van de onderdanen van derde landen met het oog op een tewerkstelling gedurende meer dan negentig dagen bepalen, en wanneer ze de invoering van één enkele procedure op het Belgische niveau noodzakelijk maken." Artikel 1, paragraaf 2, tweede lid, zegt: "De partijen kunnen, met een samenwerkingsakkoord zoals voorgeschreven bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet, de bijzondere bepalingen voor de uitvoering van dit akkoord die van toepassing zijn op deze richtlijnen vaststellen".

Het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018 voorziet dus in de bijzondere uitvoeringsbepalingen van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018.

Het huidig akkoord bepaalt de datum van inwerkingtreding van het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 6 december 2018.

Nog niet alle wetgevende maatregelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van deze uitvoeringsovereenkomst, en dus voor de omzetting van de betrokken Europese richtlijnen, zijn reeds goedgekeurd. Op het gebied van de migratie moeten er nog wetgevende maatregelen worden genomen met betrekking tot de onderdanen van derde landen die als werknemers in het kader van een overplaatsing binnen een onderneming, als onderzoekers, als vrijwilligers of als stagiairs in België wensen te verblijven.

De institutionele context maakt het niet mogelijk om de termijn waarbinnen de maatregelen die met het oog op de uitvoering van deze overeenkomst en de betrokken Europese richtlijnen nog moeten worden goedgekeurd zullen kunnen worden goedgekeurd te bepalen.

De inwerkingtreding van de samenwerkingsovereenkomst van 6 december 2018 zal dus in functie van de betrokken werknemerscategorie/werknemerscategorieën moeten worden aangepast.

II. COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

Article 1^{er}

Le premier paragraphe de l'article 1^{er} du présent accord fixe la date de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération d'exécution du 6 décembre 2018 au trentième jour suivant la publication au *Moniteur belge* par le ministre compétent pour l'Asile et la Migration. Ceci afin de déterminer une date d'entrée en vigueur claire et précise et de donner à toutes les autorités compétentes le temps nécessaire à la mise en œuvre correcte de cet accord. Ce paragraphe vise concrètement les travailleurs hautement qualifiés et saisonniers.

Le deuxième paragraphe concerne l'entrée en vigueur de l'accord pour les personnes faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe, les chercheurs, les stagiaires et les volontaires.

Selon le paragraphe 3, il reviendra au Ministre qui a l'Asile et la Migration dans ses compétences de publier le présent accord.

Article 2

Cette disposition détermine l'entrée en vigueur du présent accord.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Ministre de l'Asile et la Migration,
M. DE BLOCK

28 MAI 2019. — Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone modifiant l'accord de coopération du 6 décembre 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers

Vu la Constitution, les articles 39 et 139 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 6, § 1^{er}, IX, 3^o et 4^o, et 92bis, §§ 1^{er} et 3, c ;

Vu l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers ;

Vu la loi du 12 novembre 2018 portant assentiment à l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers ;

Vu le décret du 15 mars 2018 portant assentiment à l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers ;

Vu le décret du 23 mars 2018 portant assentiment à l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération entre

II. ARTIKELSGEWIJZE COMMENTAAR

Artikel 1

De eerste paragraaf van artikel 1 van dit akkoord legt de datum van inwerkingtreding vast van het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 6 december op de dertigste dag volgend bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* door de Minister bevoegd voor Asiel en Migratie. Hiermee wordt een duidelijke en precieze datum van inwerkingtreding bepaald en wordt aan alle bevoegde autoriteiten de nodige tijd gegeven om de correcte uitvoering ervan te verzekeren. Deze paragraaf heeft concreet op de hooggekwalificeerde werknemers en de seizoenarbeiders betrekking.

De tweede paragraaf heeft betrekking op de inwerkingtreding van het akkoord voor de personen die het voorwerp uitmaken van een overplaatsing binnen een onderneming, de onderzoekers, de stagiaires en de vrijwilligers.

Volgens paragraaf 3 moet de Minister die voor asiel en migratie bevoegd is dit akkoord publiceren.

Artikel 2

Deze bepaling bepaalt de inwerkingtreding van dit akkoord.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Asiel en Migratie
M. DE BLOCK

28 MEI 2019. — Samenwerkingsakkoord tussen de Federale staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 6 december 2018 tussen de Federale staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 2 februari tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers

Gelet op de Grondwet, de artikelen 39 en 139 ;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, § 1, IX, 3^o en 4^o, en artikel 92bis, §§ 1 en 3, c ;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 2 februari tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers ;

Gelet op de wet van 12 november 2018 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 2 februari tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers ;

Gelet op het decreet van 15 maart 2018 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 2 februari tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers ;

Gelet op het decreet van 23 maart 2018 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 2 februari tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie

l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers ;

Vu l'ordonnance du 19 avril 2018 portant assentiment à l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers ;

Vu le décret du 23 avril 2018 portant assentiment à l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers ;

Vu l'accord de coopération du 6 décembre 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers, l'article 63 ;

Considérant qu'il est nécessaire de donner à toutes les autorités compétentes le temps nécessaire pour la mise en œuvre correcte et complète de l'accord de coopération du 6 décembre 2018 ;

Considérant que la plupart des mesures qui restent à adopter pour l'exécution du présent accord nécessitent une modification des règles relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers ;

Considérant qu'il convient donc de modaliser l'entrée en vigueur des dispositions du présent accord, selon la ou les catégories de travailleurs considérées ;

Considérant par conséquent que les dispositions du présent accord entreront en vigueur, en principe, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de trente jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*, que, par contre, les dispositions de l'accord qui n'ont pas encore été exécutées entièrement à cette date, entreront en vigueur le premier jour du mois qui suit le mois de la publication au *Moniteur belge* du dernier acte modificatif de la législation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers et qui aura été adopté pour la mise en œuvre complète de ces dispositions de l'accord.

ENTRE

L'Etat Fédéral représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de l'Asile et de la Migration ;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne du Ministre-Président du Gouvernement flamand et du Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et du Sport ;

La Région wallonne représentée par le Gouvernement wallon, en la personne du Ministre-Président, du Gouvernement wallon et du Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation ;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale, en la personne du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente ;

La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne du Ministre-Président de la Communauté germanophone et de la Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme.

tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers;

Gelet op de ordonnantie van 19 april 2018 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 2 februari tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers;

Gelet op het decreet van 23 april 2018 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 2 februari tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers, artikel 63 ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om aan alle bevoegde autoriteiten de nodige tijd te geven voor de volledige en correcte uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018;

Overwegende dat het merendeel van de maatregelen die voor de uitvoering van dit akkoord nog moeten worden aangenomen een wijziging van de regels betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen noodzakelijk maken ;

Overwegende dat er dus voor de inwerkingtreding van de bepalingen van dit akkoord een aangepaste regeling nodig is, volgens de beschouwde categorie of categorieën van werknemers ;

Overwegende bijgevolg dat de bepalingen van dit akkoord in werking zullen treden, in principe, op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van dertig dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*; dat, daarentegen, de bepalingen van het akkoord die nog niet volledig zijn uitgevoerd op die datum, in werking zullen treden op de eerste dag van de maand die volgt op de maand van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de laatste wijzigingsakte van de wetgeving betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en die zal zijn aangenomen voor de volledige uitvoering van deze bepalingen van het akkoord.

TUSSEN

De Federale Staat vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van de Vice-eersteminister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie;

Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-President van de Vlaamse Regering en van de Minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President van de Waalse Regering en van de Viceminister-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitalisering, Werk en Vorming;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke regering, in de persoon van de Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Brandbestrijding en Dringende medische hulp;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de persoon van de Minister-president van de Duitstalige Gemeenschap en de Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme.

Est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. L' article 63 de l'accord de coopération du 6 décembre 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 63. § 1^{er}. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de trente jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en ce qui concerne les catégories de travailleurs visées aux chapitres 3, 4, 5 et 6, du Titre II, l'accord entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de trente jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge* des actes modificatifs de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers qui exécutent complètement ces dispositions.

§ 3. Le Ministre qui a l'Asile et la Migration dans ses compétences est chargé de la publication du présent accord.”.

Art. 2. Le présent accord entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'accord de coopération du 6 décembre 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers.

Signé à Bruxelles, le 28 mai 2019 en un seul exemplaire rédigé en français et en néerlandais qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation.

Pour l'Etat fédéral :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, de la Lutte contre la pauvreté, de l'Egalité des chances et des Personnes handicapées,

K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de l'Asile et de la Migration,

M. DE BLOCK

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et du Sport,

Ph. MUYTERS

Pour le Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. VERVOORT

Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président de la Communauté germanophone,

O. PAASCH

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,

I. WEYKMANS

Is het volgende overeengekomen :

Artikel 1. Artikel 63 van het Samenwerkingsakkoord van 6 december 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers wordt vervangen als volgt:

“Art. 63. § 1 Dit akkoord treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van dertig dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, treedt het akkoord, wat de categorieën van werknemers betreft bedoeld in de hoofdstukken 3, 4, 5 en 6 van Titel II, in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van dertig dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* van de wijzigingsakten van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen die deze bepalingen volledig uitvoeren.

§ 3. De minister die bevoegd is voor asiel en migratie is belast met de bekendmaking van dit akkoord.”.

Art. 2. Het huidige samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers.

Getekend te Brussel, op 28 mei 2019, in één enkel oorspronkelijk exemplaar in het Frans en in het Nederlands, dat zal worden neergelegd bij het Centrale Secretariaat van het Overlegcomité.

Voor de Federale Staat :

De Vice-eersteminister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, Armoedebestrijding, Gelijke Kansen en Personen met een beperking,

K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,

G. BOURGEOIS

De Minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport,

Ph. MUYTERS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,

W. BORSUS

De Viceminister-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitalisering, Werk en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

Voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. VERVOORT

De Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Brandbestrijding en Dringende medische hulp,

D. GOSUIN

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap,

O. PAASCH

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,

I. WEYKMANS